



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ DU 05 NOV. 2021

PORTANT DÉCISION APRÈS EXAMEN AU CAS PAR CAS  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R122-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

N° 2021 - 29 - 0031

LE PRÉFET DU FINISTÈRE  
Officier de la Légion d'honneur

**VU** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**VU** le code de l'environnement et en particulier ses articles L.122-1, R.122-2, R. 122-3 et R122-3-1 ;

**VU** l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

**VU** la loi du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC), et notamment son article 62 modifiant les conditions de l'examen au cas par cas ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 29-2021-02-09-003 du 9 février 2021 donnant délégation de signature à M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2013098-0002 du 8 avril 2013 autorisant au titre du code de l'environnement et déclarant d'utilité publique au bénéfice du syndicat des eaux du Nord Cap-Sizun :

- la dérivation et le prélèvement des eaux à partir des ouvrages de captage de Lannouec sur la commune de Goulien et de Lésaff sur la commune de Poullan-sur-Mer pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine ;
- l'établissement des périmètres de protection desdites ressources situées sur les communes de Goulien, Poullan-sur-Mer, Beuzec-Cap-Sizun ainsi que l'institution des servitudes afférentes ;

**VU** le dossier de demande d'examen au cas par cas n°2021-29-0031 relatif au projet de réalisation de trois forages d'essai d'une profondeur de 200 mètres sur le site de Lésaff, sur le territoire de la commune de Poullan-sur-Mer, destinés à de la recherche en eau, déposé par le syndicat des eaux du Nord Cap-Sizun, reçu le 29 septembre 2021 et considéré complet le 5 octobre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que ce projet relève de la catégorie n° 27a) – Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature du projet consiste en la création de trois forages d'essai d'une profondeur de 200 mètres dont deux d'entre eux ont vocation à être transformés en forages définitifs en vue de l'alimentation en eau potable en remplacement de puits existants et sans pour autant que le prélèvement déjà autorisé sur ce site par l'arrêté préfectoral n° 2013098-0002 du 8 avril 2013 n'augmente ;

**CONSIDÉRANT** que le projet se situe dans le périmètre immédiat du captage de Lésaff, propriété du syndicat des eaux du Nord Cap-Sizun, exempt de sources de pollution potentielles et bénéficiant déjà de l'arrêté susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne 2011/92/UE susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de réalisation de trois forages d'essai par le syndicat des eaux du Nord Cap-Sizun dans le périmètre immédiat du captage de Lésaff sur le territoire de la commune de Poullan-sur-Mer est dispensé de la production d'une évaluation environnementale ;

**ARTICLE 2** : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis ;

**ARTICLE 3** : Cette décision, exonérant le pétitionnaire de la production d'une évaluation environnementale, est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Cette exonération peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une évaluation environnementale ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction ;

**ARTICLE 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) formé dans les deux mois à compter de sa publication sur le site internet des services de l'État du Finistère :

**Recours gracieux :**

Monsieur le Préfet du Finistère - Préfecture du Finistère  
42, boulevard Duplex  
29320 QUIMPER CEDEX

**Recours hiérarchique :**

Madame la Ministre de la transition écologique

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente décision sur le site internet des services de l'État dans le Finistère :

**Recours contentieux:**

par voie postale : tribunal administratif de RENNES – Hôtel de Bizien – 3, contour de la Motte – CS 44416 – 35044 RENNES CEDEX ou par l'application Télérecours citoyen : <https://www.telerecours.fr>.

Le recours administratif prolonge de deux mois le délai du recours contentieux.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire devant l'autorité environnementale, conformément aux dispositions du VI de l'article R122-3 du code de l'environnement. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire et publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère.

Pour le préfet  
Le secrétaire général,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'MARX', is written over a horizontal line. The signature is stylized and somewhat abstract.

Christophe MARX

